

Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex

Brive-la-Gaillarde, le 25 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIAG INDUSTRIE

ZAC DE LA MONTANE
19800 Eyrein

Références : 2025-11-25 UiD192025-0128r georisques
Code AIOT : 0006004133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement TIAG INDUSTRIE implanté ZAC DE LA MONTANE 19800 Eyrein. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIAG INDUSTRIE
- ZAC DE LA MONTANE 19800 Eyrein
- Code AIOT : 0006004133
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La présente visite a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de l'Inspection pour l'année 2025 et fait suite à la reprise du site fin 2023 par l'entreprise TIAG INDUSTRIE, l'entrepôt ayant été initialement exploité sous le régime de l'enregistrement par la société VERLHAC INDUSTRIE.

Elle visait à s'assurer que les installations, objet de l'arrêté d'enregistrement du 11/05/2016, étaient disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant et dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- conditions de stockage
- état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 21	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 5	Demande d'action corrective	1 mois
11	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 12	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 14	Demande d'action corrective	5 mois
14	Bassin d'extinction des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 11	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 15	Demande d'action corrective	1 mois
16	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 23	Demande d'action corrective	8 mois
18	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 10/10/2025, article R. 512-68	Sans objet
7	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.3	Sans objet
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8	Sans objet
9	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site apparaît comme propre et bien tenu par l'exploitant.

Néanmoins, au jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer une bonne appropriation des dispositions qui lui sont applicables notamment en termes de protection de son entrepôt contre l'incendie, de l'appréciation des impacts engendrés par de nouvelles activités exercées sur le site, de mise à disposition d'un état des stocks... À ce titre, l'Inspection propose une mise en demeure de réaliser les travaux de mise en conformité de l'installation sur les points ainsi référencés dans le présent rapport.

Des éléments justificatifs et autres actions correctives sont également attendus sur d'autres points tels que notamment la vérification des installations électriques, les dispositifs de protection contre l'incendie, le plan de défense incendie et la modélisation des effets thermiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2025, article R. 512-68
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : Suite au rachat de l'entrepôt initialement déclaré par la société VERLHAC INDUSTRIE par l'entreprise TIAG INDUSTRIE le 15/11/2023, ce nouvel exploitant a déclaré ce changement par courrier adressé à la Préfecture le 13/03/2024. Les produits désormais stockés au sein de l'entrepôt sont exclusivement des produits combustibles de type cartons, palettes, pièces métalliques, pièces métalliques et plastiques, avec une grande majorité de matières plastiques (produits finis, semi-finis et billes plastiques). Cet entrepôt sert exclusivement au stockage des matières premières et produits issus des sites de production exploités par TIAG INDUSTRIE sur les communes de Corrèze (finition) et de Saint Priest de Gimel (production). Il est par ailleurs exercé sur le présent site une nouvelle activité de finition usinage/assemblage/étiquetage (cf. point de contrôle n°2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Cf. tableau AP + Cessation d'activité déclarées par ancien exploitant VERLHAC INDUSTRIE le 12/09/2023 concernant la rubrique 2563-2 : date de la mise à l'arrêt 1/09/2023
Constats : L'exploitant, lors de la présente visite, a confirmé ne plus exploiter d'activités soumises à la rubrique 2563, activité qui avait été déclarée en cessation par le précédent exploitant (déclaration en date du 12/09/2023 suite à la mise à l'arrêt de cette activité le 1/09/2023). Suite à la présente visite, l'exploitant a porté à la connaissance de l'Inspection l'ATTES SECUR réalisée par l'ancien exploitant VERLHAC INDUSTRIE et transmise à TIAG INDUSTRIE dans le cadre de la vente du site. Ce document, réalisé par le bureau d'études ENVISOL le 14/11/2023 et dont n'avait pas eu connaissance l'Inspection, appelle la vigilance suivante de la part du présent exploitant : eu égard à la présence au droit de l'ensemble du bâtiment d'une couche de mâchefer impactée par des traces métalliques et ponctuellement par des hydrocarbures lourds, il conviendra en cas de cessation d'activité globale du site de réaliser des investigations complémentaires (sols et gaz des sols) afin d'évaluer les mesures de gestion envisageables en fonction de l'usage futur du site. La situation administrative du site devrait ainsi être la suivante : - Rubrique 1510-2b : volume de l'entrepôt de 71 070 m ³ - régime enregistrement - Rubrique 2663-2b : volume susceptible d'être stocké : 1610 m ³ - régime déclaration Or lors de la présente inspection, il a été constaté l'augmentation du volume d'entreposage des matières combustibles via la mise en place à moins de 40 mètres de l'entrepôt principal, par l'ancien exploitant, de 2 nouvelles structures de type Locabris ainsi que des modifications apportées à la structure de l'auvent adjacent. De plus, la puissance de chaudière étant de 1,2 MW et le seuil de classement du régime de la déclaration ayant été abaissé à 1 MW (Décret n°2018-704 du 3 août 2018), la chaudière relève désormais du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A2. Cette chaudière, quand bien même l'exploitant a indiqué lors de la présente inspection qu'elle ne fonctionnait quasiment plus et avoir pour objectif de la supprimer, dès lors que des aérothermes alimentés en gaz de ville pourront être mis en place, doit être déclarée. De même, sur cette rubrique, l'exploitant doit indiquer ne plus disposer de groupe électrogène sur le site. Enfin, il a été constaté sur le site une nouvelle activité exercée en lieu et place de l'activité initialement classée 2563 exercées par l'ancien exploitant. L'exploitant a ainsi intégré depuis 2 mois, dans la partie du bâtiment qui était dédiée initialement à cette activité de nettoyage-dégraissage de caisses métalliques et de tri de pièces métalliques, pour le compte de la société BORG WARNER, des activités de finition d'usinage, d'assemblage et d'étiquetage de pièces plastiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est ainsi demandé à l'exploitant de :

- déposer, sous 6 mois à la Préfecture, un porter à connaissance visant à décrire les modifications introduites sur le site au titre de la rubrique 1510 (mise en place postérieurement à l'arrêté d'enregistrement du 11/05/2016 de 2 nouveaux bâtiments de stockage de produits combustibles et modification de la configuration de l'auvent) en intégrant un récolement aux prescriptions applicables définies dans l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (en tenant compte notamment des contraintes édictées lorsque le chauffage des entrepôts est réalisé à l'aide d'aérothermes à gaz),
- télédéclarer, sous 1 mois sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr>, la chaudière gaz de 1,2 MW classée à déclaration au titre de la rubrique 2910-2b dans l'attente de sa cessation,
- télédéclarer, sous 1 mois sur le même site, la modification relative à l'activité relevant de la rubrique 2663-2b, les seuls stockages à prendre en compte au titre de cette rubrique étant ceux placés en extérieur, tous les autres étant intégrés au sein de la rubrique 1510-2b,
- transmettre, sous 1 mois à l'Inspection, la description de la nouvelle activité mise en œuvre sur le site en intégrant la puissance des machines utilisées et leur utilité,
- de préciser à l'Inspection si des analyses des eaux souterraines au droit des 3 piézomètres en place ont été réalisées et de lui transmettre les rapports associés le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4

Thème(s) : Autre, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant, lors de la présente visite, a présenté à l'Inspection les états de stocks qu'il met à jour en temps réel (lors de chaque mouvement de matière). Ces états de stocks répertorient tous les composants et produits finis en précisant, par référence, le nombre d'éléments et le nombre de palettes associées. Il n'est néanmoins aucunement fait mention de la nature, du volume, ni du poids représentés par ces produits, ni même des zones de stockage associées. Il ne dispose pas non plus de plan général des zones d'activités ou de stockage annexé à ces états des stocks.

L'exploitant a par ailleurs précisé que le personnel logistique, en charge du suivi de ces états des stocks, utilisait le logiciel ERP et que les états des stocks ainsi générés étaient accessibles sur le réseau et en toutes circonstances, y compris depuis les autres sites gérés par la même société.

Le jour de la présente inspection, l'exploitant a uniquement pu préciser à l'Inspection la répartition moyenne en volumes entre les différentes typologies de matières combustibles stockées sans que ce ne soit vérifiable par l'Inspection (80 % de plastique - 20 % de bois/carton).

Il a cependant été constaté que le stock de fioul domestique associé au groupe électrogène n'était pas répertorié (présence de 1500 litres le jour de la présente inspection) et qu'aucune FDS n'était disponible sur le site pour ce produit dangereux.

Il a par ailleurs été précisé que deux inventaires physiques étaient réalisés chaque année, l'un courant juin/juillet et le second en fin d'année civile.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit élaborer, sous 3 mois, et mettre à jour a minima de manière hebdomadaire un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, permettant de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents dans chaque zone de stockage en précisant pour les matières dangereuses (le fioul domestique dans le cas présent) les différentes familles de mention de dangers associées, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Il doit également élaborer dans le même délai un plan général des zones d'activités ou de stockage (intérieures et extérieures) utilisées pour réaliser cet état des stocks qui doit être accessible dans les mêmes conditions et à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

L'exploitant transmet par la suite, et sous 3 mois à l'Inspection, un extrait de l'état des stocks ainsi mis en place et le plan général d'activités et de stockage associé.

Il s'assure par ailleurs, sous 15 jours, de disposer de la FDS du fioul domestique qu'il rend facilement accessible sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, lors de la présente inspection, a présenté les 2 plans dont il dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de masse répertoriant l'emplacement des différents bâtiments sans précision de la typologie de matières stockées ni de l'emplacement des matières plastiques stockées en extérieur, - plan d'intervention (affiché par ailleurs dans les locaux) sur lequel sont répertoriés tous les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, commandes de désenfumage, déclencheurs d'alarme incendie et centrale associée, barrage gaz, portes coupe-feu...).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est ainsi demandé à l'exploitant de compléter et de transmettre, sous 1 mois, à l'Inspection son plan d'intervention en y intégrant une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers (locaux de charge des chariots élévateurs, stockage de fioul, chaufferie, typologie des produits combustibles stockés en intérieur...).</p> <p>Il doit par ailleurs s'assurer de disposer d'un plan de masse répertoriant l'ensemble des zones de stockage et des éléments structurels présents sur le site ; celui communiqué postérieurement à la présente inspection ne représentant pas notamment les 2 structures de type Locabris contrairement à celui consulté sur le site au cours de cette dernière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué avoir seulement mis en place une procédure d'évacuation pour son personnel en cas d'incendie avec des consignes affichées au sein de l'entrepôt et qu'un travail était en cours sur les consignes d'arrêt d'urgence, sans davantage de précision.</p> <p>Aucune autre procédure que celle susvisée n'a ainsi pu être présentée à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant élabore et communique à l'Inspection, sous 3 mois, les consignes définies à l'article 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé et notamment celles relatives aux :</p> <ul style="list-style-type: none">- procédures d'arrêt d'urgence, de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) et d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;- mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;- moyens de lutte contre l'incendie et aux dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci.

Dans le même délai, ces consignes sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. (...)</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[...]</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 760 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>[...]</p> <p>Article 2-III de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 :</p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. <p>Article 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos

distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage.

Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :

- isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous au moins REI 120 ;

- sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :

- le plafond est au moins REI 120 ;

- le plancher est également au moins REI 120 si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine ;

- les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur, sont encloués par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations enclouées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ;

- le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl ;

- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur au moins REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 ;

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence en extérieur de plusieurs stocks de pièces plastiques sur palettes à une distance d'environ 10 mètres de la limite de propriété et de plus de 10 mètres des parois extérieurs des bâtiments. Ces stockages n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection hormis la nécessité de correctement identifier ces zones de stockage extérieur sur les plans du site.

Il a par ailleurs été constaté la présence de stockage de pièces plastiques le long des parois des bâtiments (entrepôt principal et auvent). Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué que ces stocks pouvaient être maintenus à ces emplacements pendant un mois maximum et il a indiqué ne pas avoir connaissance de la disposition visant à éloigner ces matières des parois de l'entrepôt en application de l'article 2-III de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 susvisé.

De plus, il a été constaté la présence de stocks de matières principalement en plastique au sein des bâtiments et organisés soit en palettier (au sein des cellules 1 et 2 du bâtiment principal) soit en masse dans des îlots de stockage (au sein de l'auvent et des 2 nouvelles structures attenantes de type Locabris). Dans l'ensemble des enceintes couvertes et fermées inspectées, il a été relevé :

- une distance de moins d'un mètre entre les matières stockées et les murs de l'entrepôt (et ce quel que soit le mode de stockage). **L'exploitant doit rester vigilant afin de s'assurer en toutes circonstances du respect d'une distance de 1 m entre les éventuels stockages de matière en masse et les parois et toiture de l'entrepôt,**

- la présence de 3 îlots de stockage dans l'auvent et 2 îlots de stockage au sein de chacun des 2 autres structures qui lui sont accolées. **Considérant néanmoins que les surfaces de chacun de ces espaces de stockage sont supérieures à 500 m², il convient que l'exploitant justifie à l'Inspection la mise en place d'une allée d'au moins 2 mètres entre chaque îlot de stockage,**

- au sein de la cellule 1 une distance très inférieure à 1 mètre entre le réseau de sprinklage et des

matières stockées au sein du palettier. **L'exploitant doit ainsi s'assurer du maintien d'une distance minimale suffisante entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage afin de permettre le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.**

Lors de la visite du site, il a par ailleurs été constaté la présence d'une salle de pause dans un algéco installé au sein même de l'entrepôt principal (au sein de la cellule 2). En application de l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé, ce local devrait être clos et distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolé par une paroi au moins REI 120. Il devrait également être isolé par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Outre les recommandations formulées ci-dessus et à défaut de disposer d'un système d'extinction automatique d'incendie en extérieur, l'exploitant doit éloigner, sous 1 mois, d'au moins 10 mètres les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie des parois externes des cellules de l'entrepôt. Il apporte à l'Inspection, dans ce même délai, tout élément permettant de justifier cette mise en conformité.

Il doit par ailleurs s'assurer, sous 6 mois, de mettre en conformité le local de pause mis à disposition de ses salariés conformément aux dispositions de l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé. Il transmet à ce titre à l'Inspection la description des travaux de mise en conformité projetés et le calendrier associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Maintien en bon état du site

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie [...].

Constats :

Le jour de l'inspection, il est apparu que le site était bien entretenu et maintenu propre, à l'intérieur comme à l'extérieur. Il n'a par ailleurs pas été constaté la présence de véhicules stationnés ou de stockages positionnés en extérieur, susceptibles d'obstruer la voie engins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des matières dangereuses
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Hormis le stock de 1500 litres de fioul domestique présent dans le local sprinklage (cuve double paroi), il n'a pas été constaté la présence d'autres matières dangereuses susceptibles d'être concernées par la disposition ci-dessus ; l'ensemble des produits dangereux (= huiles) stockés par l'ancien exploitant dans l'(auvent ayant été évacué par ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">100 % de la capacité du plus grand réservoir ;50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
Constats : <p>Le seul produit classé dangereux et stocké sur le site est le fioul domestique. Ce dernier étant stocké au sein d'une cuve double paroi, l'espace entourant le réservoir fait office de rétention.</p> <p>Par ailleurs, le FOD étant classable au titre de la rubrique 4734, l'article susvisé n'est pas applicable à ce stockage.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté le stockage de big bags de billes en plastique au sein des 2 structures de type Locabris. L'exploitant, interrogé sur les dispositifs mis en place pour contenir et nettoyer un éventuel épandage de ces billes au sol, a indiqué mettre à la disposition de son personnel des balais et balayeuses. Ces dispositifs devront néanmoins être clairement signalés et correctement pris en compte dans la consigne visée à ce sujet au point de contrôle n°5.</p> <p>Par ailleurs été constaté la présence de bacs d'absorbants vides au sein des cellules 1 et 2 de l'entrepôt principal malgré un affichage laissant penser de l'intérêt d'épandre un tel produit en cas de déversement de produits dangereux au sol.</p> <p>L'exploitant est invité à mettre en cohérence ses consignes (notamment celles qui sont affichées) avec les moyens adaptés aux risques mis à disposition du personnel en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée : Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. [...] Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. [...] La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.
Constats : Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence d'exutoires à commande automatique (thermofusibles se déclenchant entre 55 et 85°C) et manuelle (pneumatiques ou mécaniques en fonction des zones) au sein de l'entrepôt principal. L'exploitant n'a cependant pas pu confirmer que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique L'auvent étant constitué en partie haute de plexiglas sur les parois et les deux structures de type Locabris étant constitués de toiture en toiles plastiques, ces installations ne disposent pas de dispositifs de désenfumage spécifiques. Par sondage, il a été constaté la présence d'un boîtier de commande d'ouverture pneumatique des exutoires au sein de la cellule 2 de l'entrepôt principal. Celui-ci était accessible et correctement signalé. L'exploitant, suite à la présente visite, a transmis à l'Inspection par courriel en date du 23/10/2025 le dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage réalisé par l'entreprise DESAUTEL le 24/04/2025. Ce rapport conclut au bon état de fonctionnement des installations mais préconise le remplacement de 2 vérins sur le 1 ^{er} lanterneau du canton 4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Eu égard à l'observation de l'entreprise DESAUTEL susmentionnée, l'exploitant doit préciser sous 3 mois à l'Inspection les actions correctives mises en place ou envisagées, assorties, le cas échéant, d'un calendrier de réalisation. Il communique à ce titre à l'Inspection tout élément permettant de justifier la mise en conformité de l'installation et s'assure de tracer les actions correctives réalisées dans un registre ou logiciel de suivi.

L'exploitant justifie par ailleurs à l'Inspection, sous 1 mois, que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse pas se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage [...].

Constats :

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que la détection automatique présente au sein du bâtiment principal était assurée par des détecteurs thermiques et optiques reliés à des caméras pouvant confirmer à distance un éventuel départ de feu.

Ces détecteurs sont reliés à une centrale incendie qui déclenche une alarme et communique avec l'entreprise de télésurveillance ARTEL. En cas de déclenchement, cette société a pour obligation, 24h/24, d'appeler les 2 directeurs du site afin qu'ils acquittent, si besoin, l'alarme à distance ou qu'ils interviennent sur site dans les plus brefs délais. Selon l'exploitant, interrogé sur ce sujet lors de la présente inspection, cette société de télésurveillance ne se déplace jamais sur site et n'appelle pas les pompiers.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que ce dispositif était testé régulièrement du fait du déclenchement intempestif de ces détecteurs.

Suite à la présente inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier rapport de vérification des détecteurs réalisée les 27/06/2025 et 9/07/2025 par l'entreprise FAURIE Télécom et Sécurité.

Outre des observations portées dans ce rapport concernant des stocks de palettes trop importants à certains emplacements, il est fait mention d'un bon fonctionnement du dispositif mis en place.

Concernant l'auvent et des structures de type Locabris adjacentes, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place de détecteurs automatiques incendie dans ces entrepôts ce qui est vérifié dans le rapport susmentionné qui ne répertorie pas ces locaux. De plus, dans le compte-rendu faisant suite à l'exercice d'évacuation réalisé en 2025, il est fait mention de l'alarme qui est non audible dans l'auvent et dans structures adjacentes.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place, sous 2 mois, dans l'auvent et les 2 structures adjacentes une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à ses services. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Il transmet, dans le même délai, à l'Inspection les éléments permettant de justifier cette mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>(...)</p>

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Article 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 :

[...]

- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage.

Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :

- isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous au moins REI 120 ;

[..]

Article 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

[..]

Constats :

S'agissant des extincteurs, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 23/10/2025 le dernier Q4 réalisé par la société DESAUTEL le 20/10/2025 (suite à son intervention le 26/09/2025), le contrôle précédent ayant eu lieu en 04/2024. **Ce rapport fait état de non conformités relatives notamment à l'absence d'extincteur à proximité du compresseur et des évolutions significatives du site devant conduire à la mise à jour de dossier conformité extincteurs de l'établissement.**

Sur site, par sondage, il a été constaté que les extincteurs contrôlés disposaient d'une étiquette sur laquelle était indiquée la date de 09/2025, soit celle du dernier contrôle Q4.

S'agissant des robinets d'incendie armés (RIA), l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 23/10/2025 le dernier Q5 réalisé par la société F. GUILLOT le 25/09/2025 (suite à son intervention le 20/08/2025), le contrôle précédent ayant eu lieu le 23/05/2024. **Ce rapport fait état de 2 observations qui consistent à bien laisser libre l'accès aux RIA et à remplacer le manomètre aval du détendeur sans préciser de quel RIA il s'agit. Le suivi de cette observation n'a cependant pas été reporté sur le logiciel GMAO consulté le jour de la présente inspection quand bien même le contrôle périodique y a été indiqué.**

Sur site, par sondage, il a été constaté que les RAI contrôlés disposaient d'une étiquette sur laquelle était indiquée la date de 20/08/2025, soit celle du dernier contrôle Q5.

Il a été constaté que plusieurs RIA et extincteurs présents sur le site n'étaient pas accessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants ; la signalisation de ces derniers n'étant par ailleurs pas toujours opérationnelle.

S'agissant du sprinklage, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 23/10/2025 le dernier rapport de vérification semestrielle du système sprinklage (rapport Q1) réalisé par la société F. GUILLOT le 24/06/2025 (suite à son intervention du 21/05/2025), le contrôle précédent ayant eu lieu le 6/11/2024 et le dernier contrôle triennal le 21/05/2024. Ce rapport fait état de plusieurs observations sans risque de mise à l'échec de l'installation.

Lors de la présente visite, il a été constaté la bonne prise en compte de ces observations dans la GMAO de l'exploitant et la réalisation chaque semaine des tests de démarrage du système de sprinklage et leur bon enregistrement dans le registre tenu à disposition de l'Inspection dans le local sprinklage. Un test de démarrage du moteur sprinklage a par ailleurs été réalisé avec succès lors de la visite du site.

La consultation du registre disponible dans le local sprinklage a permis de vérifier le bon déroulement des vérifications hebdomadaires des 2/10/2025, 9/10/2025, 14 et 15/10/2025. **Il a cependant été relevé un défaut observé le 19/08/2025 par la société SITM France sur un des 2 moteurs alimentant le réseau sprinklage (l'un étant en secours de l'autre). Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué que le joint de culasse était à changer et que, dans cette attente, le moteur avait été mis hors service et qu'un devis, non consulté lors de la présente inspection, avait été obtenu la semaine précédent l'inspection (commande en attente de signature).**

S'agissant des portes coupe-feu, l'exploitant a indiqué ne pas réaliser de contrôle régulier de bon fonctionnement de leur fermeture. Il a cependant informé l'Inspection par courriel du 23/10/2025 qu'un rendez-vous était programmé le lendemain avec l'entreprise BATIFEU SUD qui contrôle les installations du même type sur les autres sites du Groupe.

Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence de plusieurs portes coupe-feu dont une présente entre la zone de bureaux et la cellule 1 de l'entrepôt de stockage principal. La manipulation de cette porte à plusieurs reprises lors de la visite a montré que celle-ci était utilisée à des fins de passages réguliers, ainsi qu'une fermeture incomplète de cette dernière remettant ainsi en cause le caractère coupe-feu du mur REI 120 attenant.

De plus, la porte coupe-feu coulissante entre la cellule 1 et l'atelier de finition était en position ouverte lors de la visite du site. **Interrogé sur son mode de fermeture, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si celle-ci était asservie au système de détection incendie.**

S'agissant des exercices de défense incendie, l'exploitant a indiqué lors de la présente inspection que ces exercices ne sont pas été réalisés.

S'agissant de la formation du personnel sur les risques des installations, l'exploitant a indiqué lors de la présente inspection qu'aucune formation n'avait été suivie en interne pour former le personnel sur ces risques. Il a cependant précisé que des formations relatives à la manipulation des extincteurs et à destination des équipiers de 1ère intervention allaient être programmées à compter de 2026.

L'exploitant, de façon générale, a par ailleurs indiqué avoir commencé à renseigner, via sa GMAO, le suivi des anomalies relatives aux moyens de lutte contre l'incendie. Cela a notamment été constaté pour le dispositif de sprinklage et expliqué par le nouveau coordinateur réglementaire et maintenance. L'Inspection incite l'exploitant à poursuivre sur cette voie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser, sous 1 mois, le contrôle du bon fonctionnement des portes coupe-feu et s'assurer sans délai de la bonne fermeture de la porte séparant les bureaux de l'entrepôt et de son caractère coupe-feu. Il doit par ailleurs et sans délai, apposer des affiches sur les portes coupe-feu permettant d'identifier clairement leur caractère coupe-feu et apporter la preuve, sous 1 mois, à l'Inspection de la mise en place de cette consigne.

L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de remédier à l'ensemble des anomalies constatées dans les rapports relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie susmentionnés et doit apporter, en suivant, à l'Inspection, la preuve de la bonne réalisation de ces actions.

L'exploitant doit s'assurer, sous 1 mois, de renseigner au fil de l'eau les observations recensées dans les rapports de vérifications périodiques réglementaires de ses installations et les actions correctives mises en œuvre en conséquence.

L'exploitant doit, sans délai, laisser les RIA et extincteurs accessibles en toute circonstance et s'assurer de leur bonne signalisation.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 8 jours, la commande signée et datée visant à rendre de nouveau opérationnel le second moteur du réseau sprinklage et communiquer le délai de réalisation des travaux de remplacement du joint de culasse concerné.

Sur les exercices de défense incendie, l'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser le premier exercice, en lien éventuellement avec le SDIS. La date de réalisation de l'exercice devra être communiquée en amont à l'Inspection et le compte-rendu devra également être adressé en suivant. Ces exercices devront être renouvelés a minima tous les 3 ans.

L'exploitant doit s'assurer, sous 3 mois, de la bonne formation du personnel de l'entreprise sur les risques des installations, les conduites à tenir en cas d'incident sur le site et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les personnes désignées par l'exploitant pour intervenir doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours. A ce titre, les attestations de formation de ces personnes devront être adressées à l'Inspection en suivant.

De plus, considérant les modifications structurelles apportées sur le site depuis 2017, l'exploitant justifie par ailleurs à l'Inspection sous 3 mois, de la bonne adéquation des volumes d'eau disponibles sur le site eu égard à ceux nécessaires pour lutter contre un incendie tels que définis dans le calcul D9 à mettre à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation du personnel
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Lors de l'inspection de 2017, l'Inspection avait relevé que plusieurs exercices incendie avaient été réalisés. Depuis la reprise de l'entrepôt en 2023 par l'exploitant TIAG INDUSTRIE, un seul exercice d'évacuation a été réalisé le 9/10/2025. Le compte-rendu consulté lors de la présente inspection, a permis de relever une alarme peu audible au niveau de l'auvent et des structures adjacentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant l'obligation qui lui incombe concernant l'organisation tous les 6 mois d'exercices d'évacuation de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 14 : Bassin d'extinction des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un

dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;
- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.

Le volume nécessaire au confinement peut alternativement être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition Août 2004). Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude de dangers en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que de la nature des matières stockées, et mentionné dans l'arrêté préfectoral.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Dans le dossier de demande d'enregistrement, il était précisé que « *la rétention des eaux d'incendie est effectuée d'une part à l'extérieur des bâtiments, au niveau des quais de chargement/déchargement et d'autre part à l'intérieur des bâtiments grâce à la réalisation d'une rehausse de 0,1 m. Le volume de confinement nécessaire a été évalué, selon les prescriptions techniques de la règle D9A. Ce volume doit être à minima de 1023 m³* ».

Lors de la présente inspection, il a été constaté à l'intérieur du bâtiment principal et de l'auvent, une réhausse de 0,1 m qui n'a pas néanmoins été mise en place au niveau des 2 nouvelles structures de type Locabris. En effet, ces structures dont les parois constituées en simple bardage métallique et posées à même le sol (imperméabilisé) montrent à de nombreux endroits une communication directe avec l'extérieur avec des interstices ne permettant pas d'assurer un maintien des eaux d'extinction au sein de ces structures en cas d'incendie ni même leur confinement extérieur vers une unique zone dédiée à cet effet (déversement probable sur la zone végétalisée extérieure avec un épandage probable des billes plastiques entreposées au sein de ces structures).

Interrogé sur les regards d'eaux pluviales présents sur les quais de chargement/déchargement et au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales présent au niveau de l'auvent et des structures accolées, l'exploitant a indiqué qu'une vanne guillotine devait exister au niveau des 3 séparateurs hydrocarbures mis en place sur le site et où transitent les eaux pluviales (et éventuellement où pourraient transiter les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre) avant de rejoindre le bassin de lagunage commun à la ZAC de la Montane. L'exploitant n'a néanmoins pas été en mesure de préciser l'emplacement exact de ces vannes ni leurs modalités de fonctionnement et d'accès. Il a par ailleurs été constaté la présence d'un IBC posé sur une plaque d'accès potentiel à la vanne d'isolement du réseau en provenance de la zone « auvent et structures de type Locabris ».

L'exploitant n'a par ailleurs pas pu démontrer que les séparateurs hydrocarbures présents sur le site font l'objet d'un entretien régulier par une entreprise agréée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, assurer un entretien de ses séparateurs hydrocarbures et justifier à l'Inspection, dans le même délai, de la présence des vannes d'isolement, de leur bon fonctionnement (dispositifs actionnables en toute circonstance localement) et de leur signalement. Il transmet par ailleurs à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la consigne mise en place à cet effet.</p> <p>Il doit par ailleurs, sous 6 mois, présenter à l'Inspection les mesures mises en œuvre ou envisagées (assorties dans ce cas à un calendrier d'exécution) afin de disposer en toutes circonstances d'un système de collecte des eaux d'extinction incendie adapté et correctement dimensionné eu égard aux modifications intervenues sur son site depuis le dossier d'enregistrement initial.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>AM 11/04/2017 modifié - Annexe II - article 22 - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport complet de vérification des installations électriques et le Q18 réalisés par Bureau Veritas le 14/10/2025 ont été consultés lors de la présente visite et transmis en suivant à l'Inspection.</p> <p>Quand bien même le Q18 ne fait apparaître qu'une observation, déjà relevée lors du contrôle précédent en date du 29/10/2024 (protection insuffisante de canalisation contre les surcharges), le rapport complet relève 9 observations dont 8 sont récurrentes (celle citée dans le Q18, interconnexion inexistante entre les masses des appareils électriques et le conducteur de protection, fixations à réaliser de canalisation et de prise de courant...). La nouvelle observation porte sur l'impossibilité, le jour de la vérification par l'organisme de contrôle, de mettre hors tension totale les installations électriques (coupure totale non autorisée par l'exploitant). Par ailleurs, il est également précisé que le périmètre d'intervention n'a pas pu être complet du fait que la nouvelle installation finition n'a pas fait l'objet d'une vérification initiale.</p>

<p>Interrogé sur le suivi assuré de ses installations électriques, l'exploitant a indiqué avoir réalisé quelques actions correctives suite au contrôle réalisé le 29/10/2024 qui recense 10 observations dont 2 levées (remise en état de fonctionnement l'éclairage de sécurité).</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé ne pas disposer, à ce jour, de registre de suivi des actions correctives mais que ce suivi serait très prochainement assuré via la GMAO (en cours de mise en place par le nouveau coordinateur réglementaire et maintenance).</p> <p>Concernant le contrôle par thermographie, l'exploitant a indiqué lors de la présente inspection que ce contrôle serait repris par la société FAS'COM à partir de 2025 et qu'un rendez-vous était programmé pour le 21/11/2025. Suite à la présente visite, le dernier Q19 dont dispose l'exploitant a été transmis à l'Inspection. Ce dernier réalisé par Bureau Veritas le 8/09/2022, conclut au constat suivant <i>«les installations électriques objet de cette mission sont propres et correctement maintenues. A l'issue du contrôle, il semble que le risque d'incendie d'origine électrique soit faible»</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, corriger l'ensemble des anomalies constatées dans le rapport de vérification des installations électriques établi par la société Bureau Veritas le 14/10/2025.</p> <p>Il s'assure par ailleurs, lors du prochain contrôle de ses installations électriques, que la mise hors tension totale de ses installations électriques soit possible sur demande de l'organisme vérificateur.</p> <p>Il doit, en outre, sous 1 mois, assurer le suivi des anomalies relevées pour ces installations en listant, pour chacune d'elles, les actions correctives réalisées (date, nature de l'action, organisme d'intervention et référence des justificatifs le cas échéant). Il transmet à l'Inspection en suivant tout élément à permettant de justifier la mise en œuvre effective de ce suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 16 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>(...)</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>

AM 04/10/2010 modifié - article 22

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Une analyse du risque foudre a été réalisée par le Bureau d'études Franklin Sud-Ouest et jointe au dossier de demande d'enregistrement initial.

L'étude technique foudre a été réalisée le 28/02/2017 par le même bureau d'études. Elle proposait l'installation des dispositifs suivants :

- 3 paratonnerres à dispositifs d'amorçage (PDA) en toiture du bâtiment et dispositifs associés (protection extérieure contre la foudre),
- parafoudres au niveau de chaque TGBT et de l'alimentation électrique de la pompe du sprinkler, du groupe électrogène et de l'alarme incendie (protection intérieure).

Lors de la dernière inspection le 14/03/2017, il avait été constaté l'absence de ces dispositifs.

Par courrier du 23/05/2017, l'exploitant précisait qu'il avait reçu le devis de la société Franklin et qu'il attendait ceux des entreprises Siréa Group et Laumailié.

Lors de la présente inspection, l'exploitant, qui a racheté l'entreprise en 2023, a indiqué ne pas savoir si les travaux susmentionnés ont été réalisés. Il a néanmoins réalisé un contrôle complet de ses installations le 14/10/2024 par l'entreprise Laumailié Lussault. Le rapport du 4/02/2025, faisant suite à ce contrôle, indique la présence de 2 PDA et 1 PTS (paratonnerre à tiges simples) ainsi que le contrôle de plusieurs parafoudres. Ces constats permettent ainsi de confirmer la réalisation des travaux pour lesquels l'ancien exploitant s'était engagé. Ce rapport conclut néanmoins à une installation non conforme du fait de l'absence de moyen de contrôle du système d'amorçage sur les 2 PDA qui doit être remplacé (« *Indicateur de défaut pointes paratonnerre HS ne flashe plus à remplacer* »). L'exploitant, en réponse à cette conclusion, a indiqué à l'Inspection avoir réalisé un devis le 4/02/2025 et qu'une commande avait été signée en conséquence le 2/10/2025.

L'exploitant a par ailleurs précisé que ces actions correctives seraient enregistrées dans la GMAO qui est en cours d'amélioration suite à l'arrivée du nouveau coordinateur réglementaire et maintenance.

L'exploitant par ailleurs interrogé sur l'emplacement physique de ces dispositifs n'a pas été en mesure de le préciser à l'Inspection ni même de confirmer la présence d'un compteur d'impacts foudre. Lors de la présente visite sur site, l'Inspection a cependant pu constater la présence d'un paratonnerre sur la partie qui héberge la nouvelle activité de finition réalisée au sein du bâtiment principal.

Enfin, interrogé sur le contrôle qu'il envisage de réaliser cette année, il n'a pas été en capacité de préciser ce qui serait mis en place. Il a ainsi été rappelé l'obligation qui incombe à l'exploitant de réaliser un contrôle visuel de ses installations de protection contre la foudre tous les ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est ainsi demandé à l'exploitant de réaliser, sous 1 mois, la mise en conformité de ses installations de protection contre la foudre et de transmettre, en suivant à l'Inspection, les justificatifs idoines.

L'exploitant réalise par ailleurs et au plus tard le 31/12/2025 le contrôle visuel des installations susvisées par un organisme compétant et transmet à l'Inspection, dans le mois qui suit cette vérification, le rapport de cet organisme ainsi que la notice de vérification et de maintenance et le carnet de bord mis en place.

De plus, considérant les modifications structurelles apportées sur le site depuis 2017, il justifie par ailleurs à l'Inspection au plus tard le 31/12/2025, de la bonne adéquation des dispositifs de protection contre la foudre eu égard notamment à l'analyse de risque foudre et à l'étude technique foudre initiales. Il devra par ailleurs dans le même délai justifier à l'Inspection de la présence effective d'un compteur opérationnel des coups de foudre ainsi que de la mise en œuvre d'un registre d'enregistrement de ces agressions sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 [Plan des réseaux] et 3.5 [plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie] de la présente annexe ;

<ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22 [pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie]. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé quant à la réalisation d'un plan de défense incendie, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un tel document.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, sous 8 mois, à l'Inspection un plan de défense incendie établi conformément à l'ensemble des dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 modifié susvisé.</p> <p>Ce plan de défense incendie devra être communiqué en suivant au SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques en limite de site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Etude des effets thermiques</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p>2. Mesures à prendre</p> <p>A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/ m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² :</p> <ul style="list-style-type: none"> -soit un système d'extinction automatique d'incendie ; -soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. Afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier d'enregistrement établi par la société VERLHAC INDUSTRIE, il est précisé que « <i>Le résultat de la note de calcul FLUMILOG effectuée spécifiquement pour l'auvent nous présente des flux thermiques de 5 kW/m² d'une longueur maximale de 15 m, en façade Est. Cette façade du bâtiment sera ouverte et les quais de chargement/déchargement y seront positionnés. Le bâtiment le plus proche est la cellule n°2 et il est situé au minimum à 20m de l'auvent. Aucune installation ne sera impactée par les flux thermiques émis par un incendie de l'auvent, de même que ces flux thermiques ne sortiront pas des limites de propriété.</i> »</p> <p>Ont par ailleurs été modélisés les flux thermiques issus des autres bâtiments avec une typologie de produits combustibles proche de ce qui était initialement stocké (= bois + PE + cartons).</p> <p>Interrogé sur la réalisation d'une nouvelle modélisation telle que prescrite à l'annexe VIII susvisée, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé cette étude malgré les évolutions survenues sur le site et décrites au point 2 du présent rapport (ajout notamment de 2 nouveaux bâtiments de stockage accolés à l'auvent extérieur et modification de la nature des produits stockés).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser, sous 6 mois, l'étude des effets thermiques mentionnées à l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 afin de déterminer, eu égard aux modifications intervenues sur le site, les distances correspondant aux effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Ces éléments pourront être intégrés dans le PAC demandé au point de contrôle n°2 et ils devront être accompagnés, le cas échéant, des mesures envisagées afin de se conformer au point 2 de l'annexe VIII susvisée et d'un calendrier prévisionnel de mise en conformité.

L'exploitant devra par ailleurs démontrer dans le cadre de cette étude du respect des règles d'implantation des 2 nouveaux bâtiments de stockage exploités sur son site eu égard aux règles définies à l'article 2-I de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois